

## Transfert de fonds et développement

**Xavier DUPRET**

**Août 2015**

En guise d'introduction, disons-le tout net : évoquer la question des migrations internationales, du point de vue du rôle économique du migrant, équivaut tout d'abord à rappeler combien l'immigré est un acteur socio-économique intéressant ... pour le Nord. On verra également que le bilan du phénomène migratoire est plus mitigé en ce qui concerne la réduction de la pauvreté au Sud.

D'où la nécessité de s'intéresser aux transferts de fonds afin de créer un effet levier pour le développement.

*Le Sud émigre, le Nord profite*

Les migrations sont profitables au Nord. Voilà qui explique sans doute pourquoi entre 1965 et 2000, "le pourcentage de la population née à l'étranger a plus que triplé en Europe"<sup>1</sup>, passant de 2,2 à 7,7 % de la population totale du vieux continent<sup>2</sup>. Par ailleurs, si l'on considère le cas de l'Espagne, on s'apercevra que "l'arrivée, de 2000 à 2007, de 3,3 millions d'étrangers en Espagne a été à l'origine de la moitié de la croissance de ces cinq dernières années. Les immigrants auraient ainsi permis d'augmenter le revenu national par tête de 623 euros"<sup>3</sup>. En Espagne, les migrations étant assez récentes (depuis 1999, le nombre de migrants y a été multiplié par 5), l'actuelle vague migratoire n'a eu que des effets positifs. Notamment parce que la participation des migrants "aux régimes des retraites équivaut à 7,4% des cotisations et à 0,5% des dépenses"<sup>4</sup>.

De même, les plaidoyers droitiers en faveur d'une immigration choisie révèlent le caractère économiquement avantageux des migrations pour le Nord. Il apparaît qu'en matière de « fuite des cerveaux, "l'Europe compense ses pertes [ses "cerveaux" qui émigrent principalement vers les Etats-Unis, le Brésil, le Canada et l'Australie] par une entrée de main d'œuvre qualifiée en provenance des pays en développement (...). Ainsi, l'Union européenne joue un rôle majeur dans l'exode des cerveaux de pays tels que la Gambie, le Cap-Vert, l'Île Maurice, les Seychelles, le Ghana ou le Kenya. Plus encore, l'Union européenne est de loin la principale destination des cerveaux en provenance de Somalie, du Surinam, du Mozambique, de l'Angola, de la République du Congo, de la Guinée-Bissau et d'autres pays africains"<sup>5</sup>. Il va sans dire qu'à terme, cet exode obère les capacités d'innovation et de développement économique de ces pays.

Autre type de migration ô combien "rentable" pour le Nord : les sans-papiers. C'est bien connu : les

---

1 Jeffrey G. Williamson, "Les migrations internationales : du XIXème siècle à 2030 "in dossier spécial "Les migrations internationales, quels effets sur les économies", Problèmes économiques, n°2.914, janvier 2007, p.5.

2 Il n'y a, d'ailleurs, peut-être pas lieu de prolonger cette tendance pour les prochaines décennies. Aussi, Jeffrey Williamson (ibid, p.7) qu'en matière de migrations, "le rythme des vingt-cinq prochaines années sera sans doute moins rapide que celui des vingt-cinq dernières". En cause, l'industrialisation en cours des économies asiatiques, Chine et Inde en tête, et la transition démographique en cours dans un bon nombre de pays du Sud. Seule l'Afrique pourrait faire exception à la règle.

3 Frédéric Docquier et Abdeslam Marfouk, "La fuite des cerveaux entrave-t-elle la croissance européenne?" in dossier spécial "Les migrations internationales, quels effets sur les économies", Problèmes économiques, n°2.914, janvier 2007, p.10.

4Ibidem

5Op.cit, pp.12-13.

principaux bénéficiaires de la migration illégale sont les employeurs. La situation de forte dépendance d'un travailleur sans-papier oblige fréquemment ce dernier à accepter une rémunération très basse, souvent inférieure au salaire minimum légal. "L'emploi d'un travailleur illégal offre aussi l'avantage de réduire les charges sociales et les coûts non salariaux. (...). Au plan fiscal, le bilan "comptable" pour les travailleurs étrangers clandestins et leurs familles est généralement positif pour le budget national.

Un dernier avantage que les économies développées retirent des migrations consiste en l'organisation du rapatriement d'une partie des revenus des migrants vers le Sud. Par exemple, la compagnie américaine Western Union (et, par ailleurs, cotée à Wall Street) s'est spécialisée dans le transfert de fonds d'un pays à l'autre. Elle "affiche, pour la Belgique, une croissance annuelle de 20%, un chiffre d'affaires qui tourne autour de 100 millions de dollars (les commissions payées à l'envoi du cash oscillent entre 5 et 8% du montant)"<sup>6</sup>.

### *Impact mitigé au Sud*

Les migrations sont donc bel et bien utiles et rentables pour les économies du Nord. Quel est, en revanche, leur impact pour le Sud? La littérature spécialisée insiste, en cette matière, sur les transferts de fonds effectués par les migrants. Nous tenterons<sup>7</sup>, dans un premier temps, de mesurer ces transferts avant d'essayer d'en discerner l'impact.

En 2002, les transferts de fonds privés<sup>8</sup> à destination des pays du Tiers-monde ont connu une hausse de 17,3% pour atteindre le niveau de 149,4 milliards de dollars<sup>9</sup>. Les transferts de fonds représentaient, à l'époque, un montant supérieur d'environ 15% à l'investissement direct étranger (IDE) vers les pays du Sud. Ils représentaient également trois fois le montant de l'aide publique au développement. "La Banque de France a indiqué que les transferts de la France vers les pays du Maghreb sont passés de 5 en 1995 à 6,25 milliards de francs en 1998"<sup>10</sup>.

"Les transferts de fonds constituent une source de capitaux très précieuse pour les pays en développement. En 2002, ils équivalaient à 2,4 % des PIB cumulés de ces pays, 8,2 % des exportations cumulées et 10,4 % des investissements cumulés. Si on considère les indicateurs macroéconomiques, on voit que ces transferts sont nettement supérieurs dans les pays à faible revenu ou à revenu moyen/bas que dans les autres pays en développement"<sup>11</sup>. En 2002, dans le cas du Maroc, ces transferts représentaient 8,8% du PIB de l'Etat. Le Maroc est donc, à peu de choses près, quatre fois plus dépendantes des transferts de fonds de ses ressortissants à l'étranger que la moyenne des pays en développement.

Selon des données livrées par la Banque mondiale<sup>12</sup>, les envois de fonds des travailleurs migrants à leurs proches restés au pays dépassaient, en 2005, 167 milliards de dollars (c'est-à-dire près de

6 La Libre Belgique, 10 décembre 2007.

7 A ce sujet, la prudence s'impose. Tous les envois de fonds ne sont pas dûment comptabilisés, certains faisant l'objet de transferts informels. Dès lors, toute estimation est sujette à caution. Comme l'indique Sofia Biller in Remittances, University of Iowa, Center for International Finance and Development, Briefing n° 3, février 2007.

8 Les transferts de fonds sont comptabilisés comme une recette dans la comptabilité nationale de ces pays dans la mesure où elles constituent une cession d'actifs dans la comptabilité nationale des Etats. On parle de transferts courants.

9 OCDE, Les transferts de fonds des émigrés et leur rôle dans le développement, Paris, 2006, page 4.

10 Marie Revel et Sarah Mangolini, "Migrations mondiales et européennes : évolution et nouvelle donne", Rapport du HCCI, Paris, France, janvier 2002.

11 Ibid.

12 Banque mondiale, "Implications économiques des envois de fonds et de la migration", 2006.

double de l'aide internationale au développement que le Nord consent à accorder aux pays du Sud).

D'un point de vue macroéconomique, "on voit que ces transferts sont nettement supérieurs dans les pays à faible revenu ou à revenu moyen/bas que dans les autres pays en voie de développement. Ainsi, par exemple, les transferts équivalaient à (...) plus de 75% des exportations de l'Albanie et d'Ouganda, et plus de 50% (...) de celles de la Jordanie ou du Soudan"<sup>13</sup>.

On en conclurait vite que les transferts de fonds constituent la panacée dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Ce serait ignorer les travaux de certains chercheurs qui estiment que les *remittances* n'aboutissent pas qu'à des effets positifs.

Par exemple, "un effet bénéfique des transferts en termes d'entrées de devises pour la balance des paiements et d'effet stabilisateur sur l'économie, peut aussi s'accompagner d'un effet pervers : celui d'une rente qui favorise la demande d'importations au détriment de la production locale. (...). Des effets inflationnistes ou une prédominance chez les familles d'émigrés des logiques de consommation sur celles de l'accumulation, peuvent résulter de cette logique rentière liée aux transferts. L'effet positif macroéconomique sur l'épargne du pays d'origine ne se traduit pas nécessairement au niveau microéconomique. Une réduction de l'offre de travail et un effet désincitatif sur la recherche d'autres sources de revenus peut avoir un effet négatif sur la productivité et favoriser l'économie de rente"<sup>14</sup>.

Les transferts de fonds constitueraient, dans ces conditions, un incontestable viatique pour les ménages qui en bénéficient, mais ne réduiraient nullement la pauvreté dans ses aspects structurels. Parmi ces derniers, les inégalités de répartition de la richesse. En la matière, rien n'indique que la mobilisation des transferts de fonds réduise de manière significative les inégalités dans les pays d'origine des migrants. Par exemple, "aux Philippines, dans les années 80, les transferts ont contribué à l'augmentation de 7,5% de l'inégalité du revenu rural (...). Des données d'enquête sur les ménages pakistanais révèlent que les groupes ayant à l'origine le niveau de revenu le plus élevé sont aussi ceux qui profitent le plus des transferts opérés par les émigrés"<sup>15</sup>. On signalera également que les migrations n'apportent guère de solutions aux inégalités entre nations. Ainsi, Adams et Page constatent que les Etats à faible produit intérieur brut (PIB) par habitant génèrent des proportions moindres de migrants internationaux que les pays à revenu médian<sup>16</sup>.

L'impact des migrations sur la productivité du facteur travail est lui aussi mitigé. C'est ainsi qu'à partir des données d'une enquête réalisée dans le Nord-est de la Chine auprès de 787 ménages agricoles, Rozelle et al. estiment une fonction de rendements agricoles et montrent que les transferts ne compensent que partiellement la perte de main d'œuvre consécutive à la migration. En mobilisant les résultats de leur analyse économétrique, ils estiment à 14 % la baisse des rendements agricoles provoquée par la migration"<sup>17</sup>.

En fin de compte, si les envois de fonds soulagent le quotidien des familles de ceux qui ont choisi de partir, il n'est en rien acquis qu'elles constituent ipso facto le remède naturel contre la pauvreté de masse dans les pays du Tiers-monde. S'arrêter à ce seul constat serait cependant superficiel. Car l'enjeu, en cette matière, consiste indubitablement à encadrer le mouvement de rapatriement des fonds pour que ces derniers créent les conditions d'un développement durable. Quelles sont les

13 Ibid

14 El Mouhoub Mouhoud, "Migrations internationales, mondialisation et développement" in "La lettre de la régulation", n°55, pp.4-5

15 OCDE, op.cit., p.17.

16 Richard H. Adams, Jr. et John Page, "International Migration, remittances and Poverty in Developing countries", World Bank Policy Research Working Paper 3179, décembre 2003, p.2

17 Flore Gubert, "L'impact des migrations sur le pays d'origine : état de la recherche" in Dialogue, n°19, juin 2003, p. 5.

recommandations formulables en la matière?

### *Le migrant développeur*

En matière de transferts de fonds, c'est l'option du "laisser-faire, laisser-passer" qu'il importe de pointer vigoureusement du doigt. Au contraire, une dynamique organisée de réappropriation collective des transferts constitue une voie intéressante afin de promouvoir le développement. Le Maghreb constitue l'une des zones d'émigration les plus intéressantes de ce point de vue.

En effet, en 2002, le Maroc était l'un des trente pays en développement ayant le plus bénéficié des transferts de fonds avec une somme moyenne de 111 dollars par habitant resté au pays<sup>18</sup>. El Mouhoub Mouhoud signale que "dans de nombreux pays (notamment ceux du Maghreb), la mutualisation de ces transferts par les associations de villages de l'immigration permet de financer et de réaliser des infrastructures collectives et de désenclaver des zones rurales".<sup>19</sup>

Ce type particulier de mise en œuvre des transferts de fonds par les migrants échappe à une critique émise par Dilip Ratha<sup>20</sup>, senior economist auprès de la Banque mondiale, à savoir la tendance avérée, dans certains cas, des transferts de fonds à financer des "dépenses improductives"<sup>21</sup>. Par ailleurs, ces actions permettent d'éviter un accroissement des inégalités en permettant à l'ensemble de la population d'augmenter ses revenus par l'exercice d'une activité génératrice de revenus. Enfin, en soutenant la production nationale, les donateurs empêchent que les devises envoyées contribuent à augmenter les importations qui mettent en péril la viabilité du tissu économique local en nourrissant des pressions inflationnistes.

L'apport des professionnels du développement à l'action des organisations de migrants doit permettre de dégager un certain nombre de pistes et de recommandations susceptibles de renforcer les effets positifs de l'envoi de fonds en vue de soutenir la croissance des économies nationales. En tout premier lieu, mentionnons clairement, à titre de balise, que les envois de fonds n'ont pas nullement vocation à se substituer à l'aide au développement "classique". Cette question est d'une importance politique évidemment capitale. Le risque en la matière est que les organisations de migrants ne soient instrumentalisées par les décideurs du Nord qui auraient tout loisir de reporter *sine die* la question de l'implication de leurs gouvernements dans une solidarité plus concrète avec le Sud.

Par ailleurs, alors que les institutions financières internationales envisagent la question des transferts de fonds sous l'angle exclusif de la réduction de la pauvreté absolue, on a pu vérifier que l'envoi incontrôlé de fonds à destination des pays du Sud pourrait contribuer à approfondir les inégalités au sein de ces mêmes sociétés et également en obérer les capacités productives. Dès lors, pour que les transferts puissent servir effectivement de levier au développement, il convient d'en envisager les synergies avec le secteur de l'économie sociale. Ce dernier se caractérise, en effet, par une gestion dans l'intérêt des associés du projet. A ce titre, il contribue à la mise en œuvre d'un développement davantage auto-centré au sein des Etats du Sud, notamment parce qu'il s'appuie sur la solidarité et la participation des membres de la collectivité.

---

18 FMI, annuaire statistique de la balance des paiements, 2003.

19 El Mouhoub Mouhoud, op.cit., p.5

20 Dilip Ratha, "Worker's remittances: an important and stable source of development finance", World Bank", 2003.

21 En cette matière, rien n'est simple et la nuance s'impose. Ainsi, nous étonnerons-nous que bien des ouvrages et articles de référence répertorient les dépenses liées au paiement de frais scolaires dans la rubrique consommation. La littérature économique a, en effet, tendance à considérer l'éducation des populations comme susceptible de favoriser la croissance économique. Aussi, peut-on, tout autant, envisager les dépenses liées au secteur éducatif comme des investissements.

La coopération décentralisée constitue, d'ailleurs, un terrain de prédilection pour l'implication des migrants. En effet, "les ressources que peuvent mobiliser les collectivités du Nord en direction de leur collectivité partenaire du Sud sont modestes, très largement insuffisantes pour financer toutes les étapes d'un projet"<sup>22</sup>. De plus, et c'est fondamental, le niveau local correspond davantage à l'échelle des projets d'économie sociale.

### *Epilogue*

En fin de compte, s'il est évident que les transferts de fonds dépassent -et de loin!- les montants alloués par les Etats du Nord au titre de l'aide au développement, il n'en reste pas moins que l'impact sur les pays d'origine des envois de fonds ne peut être interprété de manière unilatérale. Laisse à la seule initiative des individus, l'envoi de fonds ne constitue pas, à coup sûr, un facteur de développement. En effet, les fonds transférés pourraient, dans certains cas, accroître les inégalités au sein des sociétés réceptrices. Par ailleurs, ces mêmes transferts seraient susceptibles de poser les fondations d'une économie de rente au Sud et détourneraient une partie des bénéficiaires de l'effort productif.

Voilà pourquoi la liaison des politiques d'aide au développement à l'envoi de fonds par les migrants semble incontournable. Afin notamment de soutenir le secteur de l'économie sociale qui, plus qu'un autre, garantit une répartition équitable du produit de l'activité économique au bénéfice des populations. En outre, il serait intéressant d'envisager l'implication des organisations de migrants dans les programmes de la coopération décentralisée. C'est, en effet, à cette échelle que les projets d'économie sociale trouvent tout leur sens et leur raison d'être.

Finalement, la question des transferts de fonds nous confronte, avant tout, à notre vision de l'économie. S'il s'agit de légitimer les pratiques du néolibéralisme contemporain, il suffira, somme toute, de s'en remettre aux bonnes volontés individuelles tout en prônant l'ouverture des frontières et la libéralisation des marchés financiers, promues du même coup dames patronnesses de la lutte contre la pauvreté. Si, en revanche, on entend promouvoir un monde qui tourne (un peu) plus au bénéfice des (petites) gens, on ne peut que souhaiter l'ouverture d'un large débat sur les méthodes d'implication des transferts de fonds dans la politique d'aide au développement ainsi que sur la nature et le financement de ce dernier.

---

22 Bernard Husson, "Coopération décentralisée et cycle de projet. Approche méthodologique", Centre International d'Etudes pour le Développement Local – CIEDEL, juillet 2000, Transverses n°7, juillet 2000, p. 6.